



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS 90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 08/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AEP GROUP

Z.A. Les Pins
43620 Saint-Pal-de-Mons

Références : UiD4243-EAR-024-280

Code AIOT : 0005600251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement AEP GROUP implanté ZI de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 04/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu suite à la transmission à l'inspection des installations classées d'une fiche de déclaration d'incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AEP GROUP
- ZI de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AEP GROUP est spécialisée dans la transformation de matières plastiques par la méthode d'extrusion. Elle réalise également une activité d'impression. Son activité est répartie sur plusieurs sites situés sur la commune de Saint-Pal-de-Mons.

Le site inspecté ce jour est connu de l'inspection et autorisé par l'arrêté préfectoral n°BCTE/2024-35 du 21 mars 2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 04/07/2024, article R.512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un départ de feu sur une imprimeuse, des mesures ont été prises rapidement par le personnel pour limiter les effets de l'incendie. L'exploitant a transmis une fiche de déclaration d'incident, conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement. L'exploitant a indiqué qu'il allait prendre des mesures pour éviter qu'un incident de ce type se reproduise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/07/2024, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgences prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 03/07/24, la société AEP Group a fait parvenir à l'inspection des installations classées une fiche de déclaration d'incident pour signaler un départ de feu sur une imprimeuse qui s'est produit le 02/07/2024 à 14h30. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un départ de feu avait été constaté par un opérateur sur l'imprimeuse U via l'écran de contrôle qualité. Dès cette détection, l'opérateur a coupé le film

plastique enflammé afin de limiter la propagation de l'incendie à la bobine de film en cours d'impression. Il a, de manière concomitante, prévenu ses collègues qui ont déconnecté l'alimentation électrique de la machine et qui sont intervenus au moyen d'extincteur à poudre. Les services d'incendie et de secours ont été prévenus. A leur arrivée, ils ont constaté que le feu était maîtrisé et que tout danger était écarté. Aucune eau d'extinction n'a été utilisée.

Cet incident a produit les déchets suivants : 2 câbles électriques, un carter d'anilox, de la poudre d'extinction d'incendie et des chiffons imbibés de solvants utilisés pour nettoyer la machine.

L'exploitant indique que les déchets ont été stockés en fonction des filières de recyclage appropriées. Concernant les poudres d'extinctions, ces dernières ont été aspirées. L'exploitant pensait vider l'aspirateur dans une benne à déchets ordinaires, mais suite à la visite d'inspection, il fera le nécessaire pour que la poudre d'extinction, qui pourrait contenir des produits dangereux, notamment des Pfas, soit évacuée par une filière spécifique.

Avant la survenue de cet incident, aucun signe annonciateur n'a été détecté. Il s'agissait d'une production ordinaire sur une machine n'ayant jamais présenté de dysfonctionnement. L'exploitant a indiqué que la machine devait fonctionner depuis environ 8h.

Aucune conséquence humaine n'est à déplorer. Le feu a consommé une quantité de solvants estimée à 3 litres, ce qui ne semble pas être de nature à avoir une incidence sur l'environnement.

L'exploitant pense que l'origine de l'incendie serait due à la friction du carter d'anilox, dont le rôle est de contenir les projections d'encre d'impression lors du process, qui se serait détaché et du cylindre en céramique (anilox) dont le rôle est d'alimenter le tampon encreur en encre. La chaleur dégagée par ce frottement serait la cause de l'ignition du solvant contenu dans les encres.

Ce carter est normalement maintenu en position à l'aide d'une vis. L'exploitant a indiqué qu'il allait interroger le fabricant de la machine afin d'éventuellement modifier le mode de fixation du carter. Dans le cas où cela ne serait pas possible, il a indiqué vouloir mettre en place une procédure complémentaire afin de s'assurer de la bonne fixation du carter avant chaque utilisation de la machine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection dès lors qu'il aura réalisé la modification de la fixation du carter ou qu'il aura mis en place une procédure complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe : photos explicatives.

